

## Réunion du Conseil de Développement de l'OIML

5 novembre 2003

Kyoto, Japon

Le Conseil de Développement de l'OIML s'est réuni le 5 novembre 2003 au Centre de Conférence International de Kyoto, Japon et était présidé par Mme Ghâïet-El-Mouna Annabi. Étaient également présents à la table présidentielle M. G. Faber, M. J-F. Magaña et M. I. Dunmill.

Sur appel des délégués accueillis, il a été constaté que 49 Membres du CIML (sur 60) étaient présents.

M. Magaña a expliqué qu'en février dernier, il avait été décidé de travailler avec le BIPM, ILAC et d'autres organisations sur la question des pays en développement. Il a été décidé de créer un Comité Mixte sur la Coordination de l'Aide aux Pays en Développement dans le domaine de la Métrologie, de l'Accréditation et de la Normalisation (JCDCMAS) constitué du BIPM, de l'OIML, ILAC, IAF, ISO, CEI, ITU et ONUDI. Une présentation avait aussi été faite au Comité OMC sur les barrières techniques au commerce, annonçant l'intention des membres de ces organisations de mieux coordonner leurs efforts dans l'intérêt des pays en développement et l'OMC avait réagi très favorablement à cette initiative.

L'objectif principal de ce Comité était de mieux coordonner la mise en place des infrastructures de métrologie, d'accréditation et de normalisation en mettant en commun l'expertise existant au sein des différentes organisations dans le domaine de l'aide aux pays en développement, en fournissant des informations aux pays en développement et en s'efforçant de mieux sensibiliser les pays industrialisés et les pays en développement concernant les domaines de la métrologie, de l'accréditation et de la normalisation, favorisant ainsi un développement économique durable grâce au soutien et à la mise en valeur des activités existantes au sein de ces organisations. Des modules d'informations seraient élaborés et les ressources d'informations basées sur Internet seraient utilisées autant que possible. Jusqu'ici, le Comité avait tenu trois réunions, et une quatrième réunion était prévue.

Les actions entreprises ou examinées depuis par ce Comité étaient les suivantes:

- une enquête menée par l'OMC au milieu de 2002 indiquant que 50 % des pays membres de l'OMC avaient déclaré qu'ils avaient des besoins en infrastructure métrologique;
- l'achèvement d'une base de données initiée par l'OMC sur les besoins en aide technique;
- le développement d'un ensemble de cours de formation par Internet, en association avec ONUDI et ISO, et d'une série de modules d'informations sur différents aspects de son travail.
- la poursuite du développement de ressources basées sur Internet, des forums de discussion, etc.

Les futures actions du programme ou à l'étude pour l'instant, comprennent:

- une activité associée à la Conférence Générale de l'ONUDI qui doit se tenir en décembre 2003;
- une invitation à adresser à la Banque Mondiale pour participer à la prochaine réunion en 2004, pour voir comment leurs programmes de subventions et d'aides pourraient être intégrés dans le travail du Comité.

L'OIML était aussi en train d'élaborer une présentation commune sur la métrologie avec le BIPM, qui pourrait être utilisé par tous ces partenaires, et également par les Etats Membres. Cette présentation combinerait la métrologie scientifique, la métrologie légale et tout autre aspect approprié.

Au sujet des points de contact régionaux de l'OMC, M. Carstens a indiqué qu'en Afrique du Sud, le point de contact de l'OMC se trouvait au "Bureau of Standards" et M. Antuñez Ramirez fit remarquer qu'il en était de même à Cuba. M. Magaña a invité tous ceux présents à établir des relations avec les

points de contact OMC locaux expliquant que l'OMC était très motivée concernant les aspects de création d'infrastructures pour les pays en développement. M. Magaña a indiqué qu'il existait plusieurs documents sur ce sujet qui pourrait servir de support pour aborder ce sujet avec le contact tels que: un document général présentant les objectifs de JCDCMAS et un module sur la métrologie, préparé avec le BIPM, qui devrait être prêt d'ici un mois ou deux.

M. Carstens a demandé si des commentaires pourraient être présentés afin de compléter ce projet de document, et M. Magaña a déclaré que les commentaires visant à améliorer ou à amender le document étaient les bienvenus.

M. Safarik-Pstrosz a souhaité faire deux observations concernant l'OMC et le TBT lui-même:

- parlant au nom du Point d'Investigation TBT tchèque, il rappelait aux Membres que dans les pays développés et les pays en développement, toutes les réglementations techniques dans le domaine de la métrologie devaient toujours être notifiées par le Point d'Investigation TBT. Cela ne s'appliquait pas seulement à celles relatives à l'équipement technique, mais également à celles concernant les questions de procédure;
- et brièvement afin d'informer les Membres que la République Tchèque avait développé une très étroite coopération avec l'Albanie et soutenait ce pays dans leurs préparatifs d'harmonisation avec les exigences et réglementations techniques de l'Union Européenne dans les domaines des étalons, de l'évaluation de conformité et de la métrologie.

M. Magaña mit un terme à ce point en encourageant les délégués à poursuivre le travail avec les autres organisations et l'OMC sur toutes ces questions. Le projet sur les Termes de Référence (ToR) du JCDCMAS avait déjà été approuvé par la Conférence Générale des Poids et Mesures et devrait aussi être approuvé par le CIML, de sorte que le Comité Mixte devrait avoir un statut plus officiel pour l'Organisation. Naturellement, le Comité Mixte n'avait pas attendu cette approbation officielle de ses ToR avant d'établir des contacts et d'avancer dans ses activités.

M. Kochsiek a donné un bref résumé de la contribution du PTB à la métrologie légale dans les pays en développement et dans les pays en transition vers les économies de marché. Cela incluait les activités annoncées à la dernière Réunion du Conseil de Développement de l'OIML, à la Conférence OIML de 2000 et également à la réunion du Groupe de Travail du Conseil de Développement de l'OIML de l'an dernier, comprenant:

- un séminaire sur *Le rôle de la métrologie dans les conditions d'un marché mondialisé* en coopération avec COOMET et l'OIML, qui s'est tenu à Moscou en mai 2003, et dont les détails ont été publiés dans le Bulletin OIML;
- un séminaire, avec la participation du BIML, tenu à Tunis en octobre 2003 pour les pays nord africains francophones
- une proposition pour la vérification des poids commerciaux préparée par M. Gupta, d'Inde, et envoyée au BIML pour publication et diffusion aux pays en développement concernés.

Il y avait aussi un certain nombre de projets bilatéraux entre l'Allemagne et d'autres pays/régions incluant la Thaïlande, la Roumanie, la Bulgarie, la région SADC, les Pays de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) et l'Afrique de l'Ouest. De plus, des activités avaient été prévues pour l'année suivante: en coopération avec le Forum Euro-Méditerranéen de Métrologie Légale, un séminaire serait organisé à Malte en 2004 et un autre dans la Région Sud Est de l'Asie,

M. Magaña a également indiqué que le Bureau avait organisé conjointement avec la CEI et l'OMC, des séminaires régionaux pour les pays en développement à Lima, Pérou et à Maputo, Mozambique en vue de favoriser leur participation au travail de l'OIML et de la CEI.

M. Birdseye a fait remarquer que la politique de son gouvernement en matière de développement international était de se concentrer sur la création des moyens en s'investissant dans les pays en développement concernés de façon à les aider à mettre en place leurs institutions de métrologie légale, celles-ci étant nécessaires pour établir des économies stables et prospères. Le soutien de la participation à l'établissement des étalons s'inscrivait aussi dans cette politique. Il constatait qu'en principe, donc, les objectifs du Conseil de Développement de l'OIML étaient entièrement compatibles

avec la politique du Royaume-Uni sur le développement international. M. Birdseye a également souhaité mentionner que le budget du Royaume-Uni pour l'aide aux pays étrangers avait approximativement doublé sous le gouvernement actuel.

Cependant, comme la plupart des collègues ici présents, les délégués anglais peinaient à expliquer à leur gouvernement l'importance de la métrologie légale qui était, ironiquement, réellement difficile à mesurer! Il a pu être source d'erreur pour les agents du NWML d'avoir à identifier leur travail pour les pays en développement comme un point séparé du programme du fait que leur service de financement, le ministère du Commerce et de l'Industrie, avait décidé (avec une certaine logique) que le travail en ce domaine devrait être financé par le Service pour le Développement International (DFID). Les délégués anglais devaient par conséquent recommencer maintenant à expliquer les enjeux de la métrologie légale à un autre ministère du gouvernement. Ils se sont attelés à cette tâche avec le soutien de leurs collègues du BIML et ils ont été en mesure de rassembler des arguments convaincants en faveur de la métrologie légale en tant que partie essentielle de la création de moyens pour les pays en développement.

Néanmoins, les délégués anglais avaient continué de mener leur programme international sur la métrologie légale, ainsi que quelques autres événements de formation, et maintenaient des contacts utiles avec les pays en développement chaque fois que possible. M. Birdseye a précisé qu'à l'avenir, une plus grande réflexion serait consacrée à la coopération avec les autres États Membres pour cette question de sensibilisation à l'importance de la métrologie légale pour le développement, ainsi qu'à la possibilité de coopérer à des projets réalisables, et peut-être qu'une approche multilatérale sur le financement devrait être envisagée.

M. Magaña a ensuite invité M. Wallerus à prendre la parole pour présenter les activités de la DAM et pour commenter le projet final du Document International D 14 *Formation du Personnel de Métrologie Légale*. M. Wallerus a précisé que les activités de la DAM pour les participants internationaux étaient de deux types: les ateliers traitant d'objectifs spécifiques, et les activités de formation pour des périodes plus courtes souvent liées à la formation sur le lieu de travail. Les activités et programmes passés, actuels et futurs de la DAM étaient un atelier sur la vérification des instruments de pesage, des cours de formation sur les mesures de pression, les instruments de pesage à fonctionnement non automatique, et sur le contrôle du contenu net des préemballages, en métrologie légale générale, des essais des instruments de mesure en général, un atelier "école de formateurs" sur les instruments de pesage à fonctionnement automatique et un atelier international sur les instruments de pesage à fonctionnement automatique. Le prochain atelier serait aussi une session d'"école de formateurs", cette fois sur les débitmètres massiques. On pourrait remarquer une tendance à passer de la formation des experts à la formation des formateurs, qui était beaucoup plus onéreux, plus difficile et plus long que le type initial de cours.

M. Wallerus a ensuite annoncé que le Groupe de Travail 1 *Formation* du Conseil de Développement avait presque fini son travail sur le projet du D 14. Toutes les propositions qui avaient été soutenues par les membres avaient été incorporées, et un nouveau projet avait été préparé. L'objet de ce nouveau projet consistait à définir les grandes lignes pour la qualification des techniciens en métrologie légale (ni ingénieurs, ni scientifiques) et de proposer des modèles pour les programmes de formation.

Il expliquait que ce nouveau document définissait d'abord le cadre (remarques générales sur les définitions, les domaines de tâches et l'équipement des techniciens dans le domaine de la métrologie légale, les qualifications recommandées en métrologie légale, les connaissances et compétences requises, etc.); la partie principale du document traitant de la qualification du personnel pour les futurs, structure de formation, contenu des modules de formation, organisation des formations théorique et pratique, et suivi de formation. Les modules proposés étaient les suivants:

- Bases légales et administratives - un module théorique.
- Théorie et principes fondamentaux généraux de métrologie couvrant les normes, la faisabilité, les erreurs, et les mesures en général.
- Théorie et pratique - comment tester et vérifier divers instruments de mesure. Quelques exemples étaient donnés dans quatre annexes très importantes de cette section du document;

par exemple les instruments de pesage, les instruments de mesure pour les véhicules et autres utilisations. L'Annexe A contenait une liste d'instruments de mesure, ainsi que des procédés spéciaux pour leur essai.

- ❑ Un nouveau module traitant de la gestion qualité, de l'accréditation et de la certification selon ISO 9000 et ISO/CEI 17025. Une formation était dispensée ici pour les nouveaux plans et cela serait fait de manière toujours plus importante à l'avenir.
- ❑ En dernier et tout aussi importante, la surveillance (par exemple, du contenu net des préemballages).

Les quatre annexes contenaient une liste d'instruments de mesure, une liste de documents de référence, quelques exemples de programmes de formations pratiques et théoriques, et une liste d'adresses d'institutions actives dans le domaine de la métrologie légale. La version finale du document serait disponible par téléchargement à compter du 17 novembre sur le site Internet de la DAM ([www.dam-germany.de](http://www.dam-germany.de)) et les commentaires et ajouts, en particulier pour les annexes, seraient acceptés jusqu'à la fin décembre. Le projet final serait alors envoyé au Président du Conseil de Développement de l'OIML pour un traitement administratif ultérieur par le BIML. Le document serait rendu disponible par téléchargement sur le site Internet de l'OIML ou sur papier. Une décision serait prise ultérieurement pour savoir comment il conviendrait de publier le document. M. Wallerus a remercié tous ceux ayant contribué à ce document par leurs commentaires et leurs propositions, ainsi que tous les autres membres du Groupe de Travail.

M. Faber a indiqué qu'il serait utile d'étudier les moyens de transformer le document en un Document OIML officiel accepté par le CIML. Il avait été préparé dans le cadre du Conseil de Développement, qui utilisait des procédures un peu différentes de celles en vigueur dans les *Directives pour les Travaux Techniques*.

M. Ela Essi a informé le Conseil de Développement que la 15<sup>ème</sup> Conférence de la Région d'Afrique Centrale des Ministres de l'Industrie Africains avait eu lieu à Yaoundé, Cameroun du 17 au 19 mars 2003. Elle avait réuni la République du Gabon, le Tchad, l'Afrique Centrale, la Guinée Equatoriale, le Congo et la République du Cameroun, sous le patronage de l'ONUDI. Le principal objectif de cette Conférence avait consisté à identifier les facteurs de compétitivité pour les industries et les économies des pays venant d'être mentionnés. l'une des résolutions prises avait été la création d'une Organisation Régionale de Métrologie Légale regroupant tous les pays de la région afin d'unifier leur effort et de combiner leur expérience et leurs connaissances dans le domaine de la métrologie légale, de l'accréditation et de la normalisation. Le projet avait été approuvé par tous les gouvernements concernés. Le soutien et les compétences du Conseil de Développement de l'OIML et d'autres RLMO seraient bienvenus en temps utile, pour aider la région dans cette tâche.

M. Faber a exprimé sa satisfaction concernant la création d'une nouvelle Organisation Régionale de Métrologie.

Dans son Rapport sur la réunion du Groupe de Travail du Conseil de Développement (3 novembre), Mme Annabi a dit qu'il lui paraissait important pour l'OIML de continuer à promouvoir des actions destinées aux pays en développement. M. Magaña a rappelé au Conseil que l'année précédente, le Président du CIML avait désigné un Groupe de Travail afin de réfléchir à l'organisation du travail de l'OIML pour les pays en développement. Suite à sa première réunion en 2002, le Groupe de Travail avait par la suite travaillé par correspondance et deux questions essentielles avaient été traitées, à savoir:

- ❑ Proposer des actions concernant les pays en développement pour inclusion dans le Plan d'Action de l'OIML. Un certain nombre de propositions avaient été envoyées au BIML et diffusées et avaient conduit à élaborer un projet de révision du Plan d'Action et concernaient les améliorations et l'accélération des travaux techniques de l'OIML, et la façon de faciliter la participation des pays en développement à ces travaux. Les méthodes suggérées pour y parvenir comprenaient le développement de l'utilisation d'Internet et d'autres supports électroniques, en mettant en place des forums pour les Comités Techniques, etc. Il fallait aussi prendre en compte de manière importante les documents du Comité TBT de l'OMC et le Rapport triennal de ce Comité lors de la révision des *Directives pour les Travaux Techniques*.

La révision des *Directives* était maintenant achevée, mais il faudrait faire en sorte de les garder à jour. Il existait un certain nombre d'initiatives pour la promotion et le développement de la métrologie légale; elles devraient conduire à l'organisation de séminaires et d'ateliers, menée conjointement avec d'autres organisations comme les deux organisés avec la CEI. En outre, des informations fournies par certains Etats Membres seraient diffusées auprès des autres Etats Membres, le besoin d'échanger les informations restant toujours très important. De plus, des documents et des présentations pouvant être utilisés par les Etats Membres et les Membres Correspondants seraient élaborés pour une meilleure prise en compte du rôle de la métrologie. Le Plan d'Action contenait aussi quelques initiatives pour faciliter le travail des Membres du CIML en général, en utilisant le web non seulement pour les Comités Techniques mais également pour l'échange d'informations. Des forums seront mis en place pour permettre à chaque pays de poser des questions et de réunir l'ensemble des réponses des autres pays. Il était aussi prévu qu'un certain nombre de documents soient améliorés et présentés de façon plus détaillée sur le site Internet du Conseil de Développement. Il existait une base de données sur les experts en aide technique, et il était prévu que celle-ci soit mise à jour. La base de données sur la formation devrait aussi être améliorée et modifiée de façon à ce qu'elle soit plus utile; de même, l'échange des informations sur les documentations de formation élaborées dans différentes régions devait être coordonné et facilité de sorte que les autres pays puissent en bénéficier.

- ❑ En second, le Groupe de Travail avait examiné les trois groupes de travail du Conseil de Développement et recommandait des changements. Il considérait que le *WG 2 Information* était obsolète et devrait être remplacé par ces trois actions: élaborer un plus grand nombre de pages d'informations sur le site Internet de l'OIML; travailler conjointement avec les autres organisations dans le JCDCMAS afin d'élaborer des documentations d'intérêt mutuel, et améliorer la base de données sur les experts. Le *WG 3 Equipement* avait aussi des difficultés à réaliser des documents, et ce problème avait été évoqué l'année dernière. Le Groupe de Travail avait proposé qu'au lieu d'avoir un WG très formel, il serait probablement plus efficace que le BIML puisse engager quelques experts pour établir des documents sur l'équipement nécessaire aux tâches spécifiques de métrologie légale. Dans un délai de six mois, il serait possible d'avoir un certain nombre de ces rapports d'expert; bien que ceux-ci ne devraient pas être considérés comme des Documents OIML officiels, ils seraient d'une grande utilité pour les pays en développement. Pour le *WG 1 Formation*, la situation était un peu différente. M. Wallerus avait parlé d'un aspect de la formation, à savoir le travail sur la révision du D 14 qui avait en fait été effectué dans le cadre de ce WG mais en principe la rédaction des Documents OIML devait être faite au sein des Comités Techniques et des Sous-comités et ce type de travail devrait donc être transféré à un Sous-comité. Etant donné que la révision du D 14 arrivait à son terme, il n'était peut-être pas nécessaire de créer un Sous-comité pour le terminer. M. Wallerus examinerait le travail et ferait en sorte de trouver les moyens de l'achever en vue de son approbation. M. Magaña considérait que le travail de l'OIML ne devait pas se dérouler en suivant des circuits séparés et indépendants de ceux organisés par l'OMC et les autres organisations apparentées, et ainsi le *WG Formation* était aussi considéré comme n'étant plus adapté au travail à venir sur les pays en développement; il fallait privilégier la coopération avec les autres organisations.

Le Groupe de Travail proposait simplement d'arrêter ces trois WG; il ne s'agissait pas d'abandonner le travail, mais de le remplacer par les actions décrites précédemment.

Le Groupe de Travail avait aussi fait un rapport au Président du Comité à propos de ce qu'il faudrait mettre en place à l'avenir. M. Faber avait en tant que Président mis en place ce Groupe de Travail un an auparavant, et son rapport final lui avait été rendu la veille mettant ainsi un terme aux activités du Groupe de Travail. Le rapport avait par la suite été présenté au Comité seul habilité à prendre une décision et le Comité devrait ensuite le présenter à la Conférence en 2004, car seule la Conférence qui avait créé la structure pour les activités de l'OIML consacrées aux pays en développement pouvait changer ou arrêter ces activités. Le processus décisionnel était vraiment compliqué mais déjà bien initié. M. Faber résumait les propositions principales suivantes:

- ❑ Arrêter les activités des WG. Comme expliqué, l'ensemble du travail serait poursuivi mais organisé autrement;

- Arrêter les activités du Groupe de Travail. Le Groupe de Travail avait fait du bon travail, mais plutôt que de poursuivre le travail au sein du Conseil de Développement, une structure beaucoup plus simple pourrait être créée, qui serait aussi, à son avis, beaucoup plus efficace que pourrait l'être celle existante. Cela pourrait représenter une critique des structures existantes, mais en aucune façon, il n'était question de mettre en cause les personnes qui s'étaient investies dans ce cadre. En proposant une nouvelle structure, le but était donc de faire plus et de le faire encore mieux, et certainement pas de limiter les actions. Il existait aussi une certaine duplication de travail - les mêmes personnes, dans la même salle, auront participé aux mêmes discussions deux fois mais cette situation pouvait être améliorée. Ayant lu tous les documents produits par le Groupe de Travail et ayant écouté toutes les présentations, M. Faber proposait, qu'à partir de l'an prochain, les activités de ce Conseil de Développement soient arrêtées. Elles seraient remplacées de deux manières différentes:
- Il était certainement nécessaire de faire des réunions avec un certain nombre de pays en développement et d'autres pays concernés, y compris les pays développés. Cela pourrait être organisé dans le cadre d'ateliers, de séminaires, de conférences par tables rondes, etc., où les informations et toutes sortes de programmes pourraient être pleinement discutés. L'année prochaine, au lieu de cette réunion du Conseil, ils essaieraient d'organiser un atelier en vue de poursuivre le travail relatif aux pays en développement; et
  - M. Faber avait proposé au Groupe de Travail et au Conseil de la Présidence, la création d'un *Groupe de Travail pour les pays en développement* permanent; ce Groupe devrait être très réduit, du fait que l'ébauche d'une stratégie et d'une politique réellement bonnes, n'était possible qu'au sein d'un comité réduit. Comme précisé précédemment, celui-ci ne serait pas habilité à prendre les décisions, celles-ci appartenant au CIML. Le WG aurait les mêmes attributions que le Conseil de Présidence, ce qui signifierait que ses membres seraient nommés pour une durée de trois ans. Le noyau de ce WG serait constitué de deux personnes ayant des compétences d'experts confirmés dans le domaine des activités pour les pays en développement, mais pas nécessairement des Membres du CIML. Il faudrait qu'ils soient expérimentés et aient une bonne connaissance de la métrologie, des problèmes des pays en développement et qu'ils sachent où trouver des appuis financiers. Le Groupe serait présidé par l'un des Vice-Présidents du Comité afin de montrer que ces activités intéressaient l'Organisation au plus haut niveau. Le Groupe aurait besoin, bien sûr, d'une personne se faisant le porte-parole des pays en développement, et du Directeur du BIML ou de l'un de ses adjoints, faisant ainsi un total de cinq personnes.

M. Faber a indiqué que les attributions exactes ne pouvaient être données pour le moment. Les indications précédentes traçaient les caractéristiques essentielles du Groupe à l'étude. Il était, cependant, en mesure de dire que le Groupe de Travail où des pays en développement étaient représentés, avait accepté, la veille, la proposition de façon unanime, comme l'avait fait le Conseil de Présidence. La nouvelle structure pourrait donc être présentée au Conseil de Développement avec l'assurance qu'elle serait vraiment utile pour améliorer le travail en cours. C'était donc avec un certain enthousiasme qu'il présentait cette nouvelle structure dans l'espoir qu'elle serait acceptée et que le Comité l'adopterait; cela signifierait que l'an prochain, des informations beaucoup plus détaillées pourraient être données concernant les attributions et d'autres aspects.

M. Antuñez Ramirez estimait que le Conseil de Développement dont le travail était vital, allait vivre un changement très important. Il était essentiel de compter dans ce Groupe avec la participation des pays en développement. Il espérait qu'un haut niveau de participation pourrait être maintenu, car la métrologie dans son pays avait fait des progrès grâce à la participation au travail de l'OIML.

M. Magaña convenait qu'il était très important pour les pays en développement de participer au travail et d'être bien représentés. Cette question avait été discutée de façon très intensive avec l'OMC. L'une des questions les plus importantes concernait la façon d'améliorer et de faciliter la participation des pays en développement au travail. Des séminaires régionaux avaient été organisés au Pérou et au Mozambique dans ce but, et il y avait un certain nombre de propositions visant à progresser sur ce plan. Comme M. Faber l'avait dit, il y aurait un représentant des pays en développement au sein du

Groupe; cela était bien sûr essentiel. Il y aurait des experts pour l'aide technique, qui seraient aussi représentants des pays en développement. Dans les travaux techniques des TC et SC, l'utilisation accrue d'Internet serait développée, car c'était le moyen le plus facile pour les pays en développement de participer aux discussions, et cela était plus efficace que d'organiser des réunions et de demander aux gens de voyager à travers le monde. Les organisations régionales de métrologie légale pouvaient aussi jouer un rôle très important pour faciliter la participation des pays en développement au travail de l'OIML.

M. Llewellyn estimait qu'un régime consultatif était nécessaire dans le cadre de cette nouvelle structure pour répondre aux besoins des pays plutôt que d'essayer de leur dire quels étaient leurs besoins. Cependant, il réaffirmait que cette initiative était, à son avis, bienvenue et tout à fait convenable.

M. Faber a précisé que la mission du Groupe de Travail réduit serait double: il s'agissait d'abord de préparer les activités et les propositions devant être discutées devant le Conseil de Présidence, et évidemment devant le Comité. L'autre aspect de la mission de ce WG serait de préparer des ateliers et des séminaires sur toutes les idées qu'ils pourraient trouver. A son avis, l'essentiel était que les pays en développement soient entendus au sein du Groupe, et que lorsque le Groupe serait créé, tous les pays sachent qui était leur porte-parole. Le rôle de cette personne était aussi de servir de point de contact pour les pays en développement qui lui feraient part de leurs idées, de leurs inquiétudes et de leurs réclamations. Toutefois, M. Faber avait eu quelques expériences lui montrant que l'élargissement du Groupe aurait pour résultat probable de le rendre plus formel et moins efficace.

M. Llewellyn attirait l'attention de l'assemblée sur le fait que les pays en développement avaient différents types et degrés de besoins. Il était sensible à la suggestion selon laquelle une personne exprimerait tous leurs besoins; il se demandait juste si cela n'était pas trop de travail pour une personne, et si la possibilité avait été envisagée de désigner, par exemple, une personne pour la Région Asie-Pacifique et d'autres pour les autres parties du monde, le divisant ainsi en zones géographiques.

M. Kochsiek a indiqué qu'il avait tenu la présidence du Conseil avant que Mme. Annabi prenne la suite, et de son point de vue, la tâche principale à ce moment avait été de définir les besoins des pays en développement. Dans les pays les moins développés, il n'y avait pas d'infrastructure métrologique et par conséquent aucun contact pour discuter de ce que pouvaient être les besoins. Il fallait donc recourir à un expert professionnel s'étant forgé une expérience dans le domaine de l'infrastructure métrologique, en particulier en métrologie légale. Pour cette raison, sa proposition était de faire appel à des experts en métrologie provenant des pays les moins développés, bien que cela soit très difficile.

M. Vaucher a dit que la proposition d'aborder les problèmes de façon aussi simple que possible devrait être définitivement soutenue. A son avis, ce dont les pays en développement avaient réellement besoin, ce n'était pas de documents et de réunions mais d'aide, par exemple de financement pour les installations et l'instrumentation appropriées et la nécessaire formation sur le lieu de travail. Un groupe réduit de personnes compétentes serait sûrement capable de fournir une aide conséquente.

Le soutien aux pays en développement en métrologie ne pouvait pas incomber à l'OIML uniquement; la métrologie légale ne pouvait pas être détachée de la métrologie scientifique et industrielle. Le JCDCMAS était un geste dans cette direction. M. Vaucher souhaitait qu'en plus de la réunion prévue, il y ait aussi plus d'actions et que le groupe qui remplacerait le Conseil de Développement, travaille en étroite collaboration avec les autres organisations.

M. Cartaxo Reis était d'accord avec M. Vaucher pour dire que les pays en développement avaient besoin non seulement de documents mais d'actions pratiques. Au Portugal aussi, il apparaissait nécessaire de planifier des actions pratiques. Par exemple, le Portugal avait participé à deux séminaires sur la métrologie légale en juillet en Angola; suite à ces séminaires, ils en sont venus à des actions pratiques. Les programmes de 2004 comportaient deux séminaires de plus en métrologie légale et un autre cours de formation pour les agents de vérification était aussi à l'étude.

M. Leitner soutenait aussi le programme, en insistant en particulier sur le fait qu'il était vital d'éviter la

séparation de la métrologie légale des autres aspects de la métrologie. Cela devait être fait dès le début dans la rédaction des principes et des procédures du Groupe.

M. Krishnamoorthy a exprimé sa satisfaction pour ces actions et a ajouté qu'au moment où les pays en développement s'intégraient à l'économie mondiale, il était nécessaire que l'OIML s'engage rapidement en faveur d'actions qui soient également acceptables pour les gouvernements, car il était essentiel que les mesures fassent partie des transformations en cours dans un gouvernement. Il suggérait que les deux experts qu'il était proposé de désigner, soient issus des pays en développement, de façon qu'ils puissent refléter les besoins des pays en développement devant le Groupe de Travail, et aussi que certaines procédures nécessaires soient encore élaborées.

Pour conclure ce point, M. Faber a remercié les délégués pour leur soutien appuyé au changement des structures. Les suggestions qui avaient été faites à propos des experts seraient prises en compte. Il convenait qu'il était important, lors de la désignation de responsables, de se tourner vers les régions pour être au fait de ce qui se passait dans le monde, et de prendre en compte des facteurs tels que ceux évoqués.

Concernant les activités du Conseil de Développement pour la période 2003–2004, M. Faber a proposé les quatre activités suivantes concernant le programme du BIML pour l'année à venir:

- rechercher un bon contenu pour la réunion 2004, laquelle pourrait prendre la forme d'un atelier Table Ronde et d'échange d'idées, si possible moins formel que celui de cette année;
- poursuivre activement le travail avec le JCDCMAS, ainsi qu'avec les autres organisations, et élaborer des documents et de façon générale jouer un rôle actif au sein de ce Comité qui serait ainsi un des éléments clés de l'aide aux pays en développement;
- en liaison avec le Groupe de Travail, engager des experts pour élaborer des documents sur l'équipement pour les pays en développement, pour plusieurs catégories différentes d'activité en métrologie légale. Certains de ces experts devraient être en mesure de fournir des rapports de leurs activités à la réunion de l'année prochaine; et
- poursuivre le développement de fonctionnalités sur le site Internet de l'OIML pour les pays en développement.

Mme Annabi a attiré l'attention de l'assemblée sur le fait que la Tunisie avait d'ores et déjà traduit en arabe une partie du site Internet de l'OIML. Si d'autres pays voulaient traduire les pages du site Internet de l'OIML dans leur langue nationale, il convenait de s'adresser au BIML. Naturellement, le Bureau ne pouvait toutefois pas engager sa responsabilité pour ces traductions, et les pages devraient donc inclure un avertissement spécifiant que le BIML ne pouvait en aucune façon être tenu pour responsable des traductions effectuées à l'initiative d'un pays. Pour autant, elle y voyait un bon moyen de promouvoir facilement les activités de l'OIML dans tous les pays.

M. Magaña a informé les membres que la prochaine réunion serait tenue conjointement avec les prochaines Réunions du 39<sup>ème</sup> CIML et de la Conférence de l'OIML, à Berlin en octobre 2004.

Au moment de clore la réunion, M. Faber a demandé qu'une conclusion nette puisse être présentée au CIML concernant cette nouvelle structure. Celle-ci devait refléter à son avis le fait que les propositions avaient été accueillies très favorablement et qu'en outre, quelques observations très importantes avaient été faites. Il serait demandé au Président, au moment de désigner les membres de ce Groupe de Travail permanent, de ne pas oublier ces recommandations. Avec l'accord de l'assemblée, ces conclusions seraient enregistrées dans le compte rendu de la réunion en cours et il les présenterait devant le CIML. Il en fut convenu ainsi, et M. Faber fit remarquer que le Conseil de Développement avait fait son temps. Il y aurait une brève réunion l'année prochaine car il faudrait sans doute respecter quelques formalités. Cela donnerait aussi l'occasion de faire une rétrospective et de remercier toutes les personnes qui avaient joué un rôle au sein de ce Conseil de Développement.

Après les remerciements pour toutes les contributions, il fut dit en conclusion qu'il pouvait être espéré que les discussions sur les structures aboutiraient bientôt afin de ne pas perdre de temps dans l'avancement des activités.